



Comité Social d'Administration Local du 2 juin 2023 Déclaration Liminaire

Monsieur le Président du CSAL,

Depuis le dernier CSAL réuni en février, beaucoup d'événements se sont succédés en lien notamment avec le rejet de la réforme des retraites accentuant davantage la déconnexion entre les gouvernants et les citoyens.

Depuis plus de 4 mois, le pays est secoué par une contestation qui, par sa force et son nombre, s'inscrit dans une totale légitimité.

Et pourtant au pays des droits de l'Homme, aujourd'hui, on découvre effarés que la démocratie sociale n'a pas de sens et d'utilité pour la tête de l'Etat.

Le constat est sans appel : le dialogue social dans ce pays est malade !

Ce ne sont pas les maigres tentatives de rapprochement de ces dernières semaines de la part de l'exécutif qui pourront altérer le profond malaise social actuel sachant que cette réforme est rejetée par plus de 90 % des salariés dont nous nous faisons simplement les porte-paroles dans notre fonction syndicale.

Au niveau de la DGFIP et de la réunion de l'instance du jour, nous sommes de plus en plus consternés qu'aucun règlement intérieur n'ait pu encore être présenté alors que, la loi de transformation de la fonction publique, dont émanent les CSA et Formation Spécialisée, ne date pas d'hier.

Pourtant aucune présentation de ce règlement n'a été faite en terme d'organisation et de priorité pour établir un dialogue social respectueux.

On se demande même s'il va bientôt paraître.

Sauf à ne pas y attacher grande importance, on peut faire beaucoup mieux.

Pour ce qui est des conditions de travail des agents DGFIP dans les Bouches du Rhône, rien ne permet de voir une éclaircie à l'horizon avec en exemple, la dernière campagne déclarative 2023, qui, à peine terminée, a pu démontrer à quel point le NRP a fait des ravages sur nos services et le rendu au public.

Tous nos SIP souffrent et ont souffert en terme de surcharge d'accueil, de courrier, d'e-contacts etc

Et les personnels en ont plus que marre de subir encore et toujours des suppressions d'emplois (pour rappel 51 rien que pour les SIP en 2023...).

Ils en ont ras-le-bol de mettre les bouchées doubles en permanence, pour en faire toujours plus avec toujours moins de bras !

L'idée de la DG de restructurer son réseau pour créer des sites à 50 emplois a fait long feu par l'érosion progressive des emplois alors que la demande des contribuables ne faiblit pas elle.

On oserait dire qu'elle s'accroît même du fait de la complexité générée par impots.gouv (GMBI etc) rebutant même les plus jeunes de nos contribuables censés mieux appréhender l'outil informatique comme a pu le démontrer récemment un reportage télévisé tourné dans un de nos SIP.

Encore une fois, **FO DGFIP 13 insiste** : ce n'est pas l'intelligence artificielle qui pourra remplacer la technicité et le service public rendu aux citoyens sur leurs impôts mais bien, les agents des finances publiques formés.

Sans oublier que la DG doit les considérer davantage en leur donnant les moyens de faire leur travail.

Cela veut tout simplement dire de stopper cette « machine infernale à broyer les services et missions » en arrêtant les suppressions d'emplois et en abrogeant le NRP qui s'apparente bien au Niveau Zéro de Proximité comme nous l'avions intitulé dès le départ.

Ce NRP que la direction locale achève en cette année 2023 par les dernières opérations présentées en ce CSAL.

Vous ne nous en voudrez pas Mr le Président du CSAL mais voici déjà un premier bilan que nous pourrions faire :

Si les élus locaux sont les dindons de la farce, **pour FO DGFIP** ce sont les agents qui payent les pots cassés de cette vaste opération de désorganisation, sans oublier les services transverses qui sont sursollicités depuis des années pour tenter d'accompagner des agents déboussolés.

Les conditions de travail prennent une claque sévère au passage et plusieurs services sont en situation de souffrance bien identifiée.

Vous nous présentez également dans les documents de ce jour une expérimentation sur la réorganisation de l'accueil de la Trésorerie Amendes, c'est l'occasion de vous rappeler notre scepticisme sur le grand accueil Prado/Borde que vous souhaitez mettre en place au dernier trimestre 2023.

Plus que jamais, les agents sont dubitatifs face à cette restructuration en terme d'organisation et de moyens mis en place.

Lors de notre dernière liminaire, **FO DGFIP 13** avait bien mis en garde sur les conséquences que cela pourrait avoir sans étude approfondie de la viabilité d'un tel accueil. Ce n'est pas la dernière présentation du Pôle Ergonomie des Ministères qui va rassurer.

Nous attendons véritablement de voir la discipline visant à comprendre le travail et les activités humaines dans une visée d'amélioration des conditions de travail et d'efficacité professionnelle !

Rien qu'à écrire et dire cette phrase, cela pourrait être enfin une réelle source d'espoir pour les agents mais avec tous les jolis éléments de langage servis à toutes les sauces depuis des années sans réelle amélioration des conditions de travail, permettez-nous d'être vraiment sceptiques.

Pour conclure, les agents en ont assez de rester « interminablement et minablement » rémunérés tandis que l'inflation s'emballe.

Les grands discours et autres remerciements doivent désormais laisser la place à une vaste campagne de reconnaissance par le salaire et les promotions internes.

Il est de bon aloi de mener par exemple des campagnes de recrutement pour notre DGFIP mais l'attractivité de la fonction publique a aussi un prix !

Le Ministre ne peut pas demander aux entreprises d'augmenter les salariés du secteur privé et payer de mots ses fonctionnaires.

Section Locale FO DGFIP 13, Mèl : fo.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr